



Communiqué de presse

Face aux nombreux défis à venir, n'hypothéquons pas les chances de l'agriculture suisse !

Bien qu'encore peu détaillé, le plan de réorganisation d'Agroscope annoncé le 9 mars dernier inquiète le comité d'AGORA qui en a débattu dans sa séance du jour. Face à des conditions-cadres toujours plus volatiles, à des attentes sociétales parfois contradictoires et à la volonté du Conseil fédéral de déréguler les marchés, le maintien d'une agriculture familiale indigène durable nécessite une recherche appliquée publique forte. Les plans successifs de démantèlement d'Agroscope doivent donc cesser.

Ces dernières années, la Confédération a initié de nombreux plans d'action et stratégies touchant directement ou indirectement l'agriculture : changements climatiques, protection des ressources, biodiversité, produits phytosanitaires, résistances aux antibiotiques, etc. A chaque fois, un rôle non négligeable y est attribué à la recherche. Ainsi, par exemple, si nous voulons conserver un volume équivalent de production, la diminution de 50% des risques liés aux produits phytosanitaires ne pourra être atteinte qu'avec le développement de nombreuses alternatives tant variétales que culturales.

Or, ceci ne peut être délégué uniquement aux hautes écoles, EPF notamment, qui se concentrent principalement sur la recherche fondamentale et sur la formation, pas plus qu'au secteur privé qui a besoin d'une rentabilité à court terme bien plus marquée et qui peut avoir des intérêts divergents. En tant que centre de recherche appliquée publique, Agroscope est ainsi un maillon essentiel dans le monde de la recherche en lien avec une filière agroalimentaire durable.

Après les importantes restructurations de 2014 et de 2016, l'objectif annoncé le 9 mars dernier de diminuer de 20% le budget d'Agroscope ainsi que la volonté de concentrer l'institution sur le site de Posieux vont donc à contre-courant du bon sens et des besoins actuels et futurs. De plus, bien que le site choisi soit en Suisse romande, nous ne pouvons objectivement pas nous montrer satisfaits d'une telle centralisation qui ne correspond pas à la diversité des réalités agronomiques de notre pays. Même s'il subsistait des installations satellites, pour reprendre les termes du gouvernement, la proximité essentielle entre les chercheurs et la pratique agricole ne serait plus assurée. La production végétale dans son ensemble, et les cultures spéciales en particuliers, serait particulièrement touchée alors qu'elle représente une part prépondérante de l'agriculture romande.

Au vu des défis futurs, le budget d'Agroscope ne doit en aucun cas être diminué mais, au contraire, augmenté et la structure actuelle avec une répartition équilibrée des sites dans différents régions et climats doit être conservée. Rappelons que les nouvelles technologies, si souvent mises en avant par l'OFAG, permettent justement une occupation décentralisée du territoire !

AGORA

Lausanne, le 21 mars 2018

Renseignements : Laurent Tornay, président, 079/244.45.44
Loïc Bardet, directeur, 079/718.01.88